

Grâce à un réseau de membres actifs au Viêt Nam et à travers le monde, le Parti pour la Réforme du Viêt Nam (Viêt Tân) veut promouvoir la démocratie et la réforme du pays par des moyens pacifiques



Des policiers postés devant le domicile du Dr Pham Hong Son

Bilan du sommet de l'APEC au Viêt Nam

Les 18 et 19 novembre, le Viêt Nam a accueilli le 14ème sommet des pays de l'APEC (Coopération Économique Asie-Pacifique). Avant, pendant et après le sommet, le reporter Tran Ngoc Ha du magazine électronique clandestin Canh Tan (<http://canhtan.blogspot.com>) nous relate de l'intérieur les événements qui se sont produits en marge de ce sommet. Nous vous proposons d'en prendre connaissance, du plus récent au plus ancien.

5ÈME BULLETIN — 20 NOVEMBRE

Le Viêt Nam vient de changer, en quelques mois, C'est manifeste, de Hà Nội à Sài Gòn, et la tenue récente du sommet de l'APEC en a administré une preuve supplémentaire. En effet, le pouvoir vietnamien s'est montré moins préoccupé de déjouer un éventuel complot terroriste qui serait venu de l'extérieur que de bâillonner les 80 millions de vietnamiens de l'intérieur.

Depuis plusieurs mois déjà, les policiers avaient utilisé d'innombrables moyens pour « résoudre » les problèmes de la rue, autrement dit chasser des lieux publics les personnes injustement traitées (dépossédées de leurs terres, NDLR), les enfants errants, les sans domicile fixe, etc. Durant la semaine de l'APEC, la police redoubla de zèle en cherchant activement tous ceux qui risquaient de protester contre l'état communiste devant les délégations étrangères,

notamment ceux qui voulaient manifester le matin du dimanche 19 novembre devant le siège n°2 du gouvernement, rue Le Duan, à Sài Gòn.

Un grand nombre de policiers de différentes unités avaient été mobilisés pour monter la garde devant les domiciles des militants démocrates, ceux qui osent dire la vérité derrière la toile de peinture que le régime s'efforce de montrer au monde. La plupart des domiciles étaient gardés par au moins une vingtaine de policiers. Devant certaines maisons, on comptait jusqu'à 50 membres de la sûreté publique formant blocus à plusieurs niveaux, le dernier se situant juste devant les portes d'entrée de ces maisons. Mais comme l'intimidation, les menaces, voire la violence policière ne suffisent pas toujours à décourager les militants, ni le docteur Pham Hong Son, ni l'avocate Le Thi Cong Nhan, les policiers en vinrent à cadenasser les grilles d'entrée de leurs domiciles.

Autour des domiciles des

militants, s'hérissaient des panneaux écrits en anglais portant des inscriptions telles que

Sommaire

- 1 Bilan du sommet de l'APEC et reportages spéciaux du Viêt Nam
- 4 La répression des dissidents pendant le sommet APEC
- 6 George W. Bush dans une église de Hà Nội
- 7 Le Viêt Nam retiré de la liste des pays ne respectant pas la liberté religieuse
- 8 Les démocrates du Viêt Nam entrevoient une ouverture
- 11 Témoignage sur la presse libre
- 13 Les Vietnamiens d'Australie manifestent
- 14 Normalisation des relations commerciales et décret 31/CP
- 15 Communiqué de la FUP
- 16 Journée des Libertés
- 18 La question des droits de l'homme dans les relations Euro-vietnamiennes

« Pas de photos », « Zone interdite », « Interdiction de traverser », etc.

Ce signe d'affolement du pouvoir, qui en vient à enfreindre la loi sur la sûreté publique, a attiré l'attention des médias étrangers. De nombreux reporters ont cherché à interviewer les militants pour en savoir davantage sur le mouvement démocratique au Viêt Nam. Débordant les barrières dérisoires installées par les autorités, plusieurs militants réussirent à témoigner courageusement devant les médias étrangers, dénonçant les

violations flagrantes des droits de l'homme perpétrées par la dictature communiste actuelle. Le plus marquant resta la conférence de presse téléphonique tenue à Sài Gòn entre certains militants et les reporters étrangers.

Sur ce point, on peut conclure que la sûreté publique communiste a échoué dans son objectif de bâillonner les 80 millions de vietnamiens durant la semaine du sommet de l'APEC. De plus, les événements de la semaine dernière marquent une grande réussite des forces démocratiques à l'intérieur et à

l'extérieur du pays, tant sur le plan psychologique que sur le plan technique.

Sur cette base, la lutte pour la liberté, la démocratie, le pluralisme et les droits de l'homme du peuple vietnamien gagnera certainement en puissance dans les jours à venir. Dans les heures les plus sombres, qui vont continuer après le sommet de l'APEC, le soutien inestimable et sans faille des mouvements démocratiques vietnamiens à l'étranger constitue une source d'énergie inépuisable pour les militants démocrates de l'intérieur.

Conférence de presse des militants démocrates devant les médias étrangers

Surmontant des restrictions de la sécurité publique, les militants pro-démocratiques vietnamiens tiennent une conférence de presse avec les médias étrangers...

4ÈME BULLETIN — 19 NOVEMBRE

Une conférence de presse était prévue ce dimanche 19 novembre à 20 heures à l'hôtel Sheraton de Saigon entre les militants vietnamiens pour la démocratie et les journalistes étrangers. Bien que suivi de près de huit agents de sécurité, Do Nam Hai, représentant l'Alliance pour la Démocratie et des Droits de l'Homme au Vietnam, était déterminé à se rendre sur lieu de la conférence de presse. S rendant compte qu'ils ne pourraient pas le décourager par l'intimidation, les membres de sûreté publique ont décidé d'embarquer M. Hai au commissariat de police de l'arrondissement Phu Nhuan. En même temps, le professeur Nguyen Chinh Ket a négligé les 20 agents de sécurité entourant sa maison et a essayé de se rendre à la conférence de presse. Alors il sortait de sa maison, six agents l'ont immédiatement saisi et l'ont poussé à l'intérieur. Peu après, un agent de la sûreté publique a ordonné au professeur

Ket de quitter sa maison, excepté pour assister « à des séances de travail » avec la sûreté publique.

...plusieurs journalistes
ont pu se connecter
dans la conférence
téléphonique en
surmontant de
nombreuses difficultés
techniques ...

En dépit de l'intention d'autorités communistes de réduire au silence les militants pour la démocratie, une conférence de presse a été rapidement organisée via les lignes téléphoniques. Grâce à des indications rapides, plusieurs journalistes ont pu se connecter dans la conférence téléphonique en surmontant de nombreuses difficultés techniques y compris les fréquents blocages et

déconnexions. Finalement, des journalistes de CNN Radio, du Los Angeles Times, de l'AFP, et du Reuters ont été mis en relation avec le professeur Nguyen Chinh Ket à Saigon et l'avocate Le Thi Cong Nhan à Hanoï. Do Nam Hai ne pouvait pas participer à la conférence car il était encore détenu au poste de la sûreté publique de Phu Nhuan. Plusieurs des questions se sont concentrées sur l'isolement des militants pour la démocratie par la sûreté publique ainsi que le blocus physique de leurs résidences. Des questions ont été posées concernant le tabassage du Dr. Pham Hong Son vendredi par la police et la détention de Do Nam Hai aujourd'hui.

Concernant la première priorité du mouvement vietnamien pour la démocratie, Mlle Le Thi Cong Nhan réponds : la priorité est la lutte pour la liberté d'expression et la libre circulation de l'information. C'est un droit fondamental qui mènera à d'autres droits fondamentaux et chaque citoyen vietnamien peut



contribuer à éroder le monopole du régime sur l'information, dit-elle. Sur les activités de l'Alliance pour la Démocratie et les Droits de l'Homme, le professeur Nguyen Chinh Ket a répondu que le principal effort est de rassembler les individus et les groupes qui s'opposent à la dictature du parti unique et qui partagent le même but qui est l'avènement d'une démocratie pluraliste par des moyens pacifiques. Sur son message destiné au Président Bush, le professeur Nguyen Chinh Ket a déclaré que le mouvement vietnamien pour la démocratie invite le président américain à soutenir publiquement les vietnamiens dans leur juste combat pour le respect des droits de l'homme et la construction

d'une société démocratique.



La conférence de presse s'est également concentrée sur la manifestation avortée pour le respect de la liberté religieuse qui était prévue ce jour à 10 heures du matin devant le siège n°2 du gouvernement, rue Le Duan à Saigon. Vers la fin de la conférence de presse, le téléphone du journaliste de Reuters a été soudainement coupé. En marge de cette conférence, nous avons pu obtenir des informations sur la rémunération des agents de la sûreté publique qui maintiennent le blocus devant les domiciles des militants. Les officiers reçoivent 1 million de dong par jour (50 euros) alors que les simples agents reçoivent 150 000 dong par jour (7,5 euros).

La Sûreté Publique arrête des centaines de manifestants à Sai Gon

3ÈME BULLETIN — 19 NOVEMBRE

19 novembre, Sai Gon est en ébullition avec la nouvelle de la venue du Président américain George W. Bush ce soir même à 22 heures. Il résidera à l'hôtel New World sur la rue Pham Hong Thai. Les habitants situés sur la route entre l'aéroport Tan Son Nhat et l'hôtel ont été ordonnés de rester chez eux, avant et après l'arrivée du président américain. Les vendeurs de rue autour de l'hôtel ont été dispersés par la police et ne peuvent pas exercer tant que les délégations étrangères sont en ville.

A dix heures ce matin, une manifestation prévue devant le siège n°2 du gouvernement sis au 7 rue Le Duan, près du consulat américain et du zoo et jardin botanique. Environ 200 citoyens en colère venus de différentes provinces, voulaient manifester pour demander la liberté religieuse et la restitution des biens de l'Eglise Bouddhique

Hoa Hao. D'autres personnes de l'église protestante sont également venues pour demander le droit de célébrer leur culte librement. Beaucoup ont préparé des banderoles et des maillots blancs et bleus avec des inscriptions protestant contre la répression religieuse. La manifestation se voulait pacifique et non violente.

Environ 200 citoyens en colère venus de différentes provinces, voulaient manifester...

Cependant, plusieurs des organisateurs ont été arrêtés par la sûreté publique alors qu'ils se dirigeaient vers le point de rassemblement. M. Tran Thanh

Hien et Mlle Tran Thi Thuy ont été arrêtés et violemment battus par des policiers de Saigon et de Dong Thap. Sans les principaux organisateurs, les manifestants n'ont pas pu s'organiser. Un des organisateurs, M. Truong Van Duc, interviewé au téléphone par des reporters étrangers, a exprimé sa frustration devant la décision du Département d'Etat de retirer le Vietnam de la liste des pays préoccupants pour des violations des libertés religieuses. Il précise que les déclarations du Président Bush à Hanoi ne sont que des belles paroles diplomatiques. Les fidèles de l'église Hoa Hao et des autres religions attendent que les Etats-Unis et la communauté internationale augmente la pression sur les autorités communistes vietnamiennes pour que celles-ci libèrent les milliers de croyants actuellement en prison ou bien assignés à résidence et respectent la liberté religieuse comme elles s'y sont engagées.



Docteur Pham Hong Son tabassé par la police



Docteur Pham Hong Son, à son domicile

2ÈME BULLETIN — 18 NOVEMBRE

Les militants pour la démocratie sont toujours maintenus à l'isolement dans leur domicile à Hà Nội, dans une ambiance lourde et tendue. Les membres de la sûreté publique, en uniforme et en civile, surveillent jour et nuit les domiciles des militants, équipés de brouilleurs de téléphone portables, interdisant quiconque d'entrer ou de sortir.

Le plus grave s'est produit dans l'après midi du vendredi 17

novembre 2006 à 15h00, lorsque le docteur Pham Hong Son protesta contre l'interdiction faite à un ami bravant le blocus de la police pour venir lui rendre visite. C'est alors que le lieutenant-colonel Nguyen Minh Cuong du poste de police A42 ordonna à ses subordonnés de donner l'assaut dans le domicile du docteur Pham Hong Son. Celui-ci fut frappé, menotté puis jeté dans un fourgon de la police qui prit la direction du commissariat.

Au commissariat, des dizaines de policiers se sont relayés pour crier, insulter et tabasser le docteur Pham Hong Son. Les violences policières se déroulèrent jusqu'à 23h30 ce vendredi 17 novembre. Sans doute que les policiers craignent que cette information ne fasse une mauvaise publicité pour le régime communiste à quelques heures de l'ouverture du sommet de l'APEC, et compromettre la venue de certains chefs d'état en signe de protestation.

A Sai Gon, deux autres militants pour la démocratie, Do Nam Hai et Nguyen Chinh Ket, reçurent une convocation pour se rendre au poste de police lundi matin 20 novembre à 07h00, c'est-à-dire juste après la fin du sommet de l'APEC, lorsque les médias internationaux sont sur le point de quitter le pays.

Nous espérons que cette alerte sur la situation critique des militants pour la démocratie au Viêt Nam sera relayée largement par les médias étrangers, spécialement ceux qui vont couvrir le sommet des pays de l'APEC ce week-end.

Tran Ngoc Ha

Reporter de l'E-magazine Canh Tan (Rénovation)
<http://canhtan.blogspot.com>
Reportages depuis le Viêt Nam

Les dissidents subissent la répression pendant le sommet d'APEC



19 NOVEMBRE 2006

par Frank Zeller—AFP

Alors que le Vietnam accueille son plus grand rassemblement diplomatique, les dissidents rapportent que les forces de sécurité du pays communiste bloquent le mouvement pro-démocratique avec des intimidations et la violence.

Le régime à parti unique qui est donné pour être le prochain tigre économique de l'Asie a accueilli le Président George W. Bush ainsi que les dirigeants de

« Nous vivons dans une atmosphère insupportable. Je suis suivie. Les gens ne peuvent plus nous rendre visite, y compris les membres de famille. »

**Vu Thuy Ha,
l'épouse du Dr Son.**

la Chine, Russie, Japon à l'occasion du sommet de la Coopération Economique en Asie-Pacifique (APEC).

Mais tandis que le monde félicite les récents progrès économiques du Vietnam, les militants des droits de l'homme et les groupes vietnamiens à l'étranger ont condamné les dirigeants de Hanoï pour avoir maintenus les libertés civiles dans une époque sombre.

« J'ai été battu plusieurs fois par la police ce vendredi, » dit le



*« Je continuerai à
le faire ce que je
veux faire et ce
que j'ai fait
jusqu'ici. Je suis
prêt à continuer la
lutte pour la
démocratie au
Vietnam. »*

Dr Pham Hong Son

ganisation pour la démocratie au Vietnam basée à Paris.

« Nous vivons dans une atmosphère insupportable » dit ce vendredi Vu Thuy Ha, l'épouse du Dr Son. « Je suis suivie. Les gens ne peuvent plus nous rendre visite, y compris les membres de famille. » Les militants ont également rapporté ce mois des arrestations à Saigon des membres du Syndicat des Ouvriers et Agriculteurs (interdit), et à l'incarcération de l'avocate Bui Thi Kim Thanh, défenseur des droits des paysans, dans un asile psychiatrique.

Peu avant la visite de Bush, le régime a fait quelques concessions afin d'apaiser les préoccupations internationales concernant des droits de l'homme à un moment où Washington doit statuer la normalisation définitive des liens commerciaux avec le Vietnam, qui adhère à l'Organisation Mondiale du Commerce cette année.



Le Vietnam a libéré la semaine dernière le dissident Nguyen Thuong « Cuc » Foshee, citoyen américain, qui avait été emprisonnés avec six autres militants depuis plus d'une année, accusé de terrorisme pour avoir tenté de diffuser par radio des messages contre le régime.

Washington avait annoncé lundi qu'il retirait le Vietnam la liste noire des pays ne respectant pas la liberté religieuse.

Mais les organisations de défense des droits de l'homme telles qu'Amnesty International basée à Londres déclare que des centaines prisonniers de conscience demeurent dans les prisons du Vietnam -

- une accusation que le régime nie, disant que tous les détenus sont des criminels.

L'organisation de défense des journalistes Reporters Sans Frontières (RSF), basée à Paris, rapporte ce vendredi que plusieurs dissidents vietnamiens avaient été harcelés pour avoir exprimé leurs opinions politiques sur Internet ou bien dans les journaux clandestins.

« Si les chefs d'état présents au sommet de l'APEC, en particulier George Bush, ne disent pas clairement les manquements sérieux du Vietnam à l'égard de la liberté d'expression, ce serait une erreur historique, » a dit RSF.

« Le développement économique du Vietnam ne peut pas se faire au prix de la liberté de presse. »

Human Rights Watch a également invité des chefs d'état de l'APEC à faire pression sur le Vietnam pour libéraliser la vie politique et sociale, et pas simplement son économie.

« Les progrès économiques du Vietnam mérite les éloges légitimes des donateurs, » déclare dans un rapport publié cette semaine l'organisation de défense des droits de l'homme basée à New York.

*« Le passif du
Vietnam sur les
violations des
droits de l'homme
demeure abyssal. »*
Human Rights Watch

« Mais les délégués de l'APEC ne devraient pas supposer que ces progrès s'accompagnent d'un plus grand respect pour les droits de l'homme... Le passif du Vietnam sur les violations des droits de l'homme demeure abyssal. » ■

Bush braque le projecteur sur le manque de liberté religieuse au Viêt Nam

REUTERS 

MATT SPETALNICK - REUTERS
20 NOVEMBRE 2006

HÀ NÔI (Reuters) – Le Président des États-Unis George W. Bush a assisté dimanche à un office dans une église de Hà Nội, encourageant les dirigeants communistes du Viêt Nam à accepter une plus grande liberté religieuse.

Bush, second président des États-Unis de l'après guerre à visiter le Viêt Nam, s'est avancé prudemment, évitant la critique frontale d'un état autoritaire et à parti unique, se focalisant plutôt sur ses succès économiques.

Mais lorsque, le troisième jour de son séjour dans le pays du sud-est asiatique, il s'est rendu à l'église, respectant son habitude dominicale, il a braqué un projecteur sur les soucis toujours d'actualité concernant les libertés religieuses.

« Une société accomplie est une société qui fait bon accueil aux libertés fondamentales, et il n'y a pas de liberté plus fondamentale que la liberté de culte religieux » déclara Bush à l'extérieur de l'église blanche, fleurie, du centre-ville de Hà Nội.

« C'est notre manière d'exprimer notre foi personnelle et, en même temps, une façon d'inviter les sociétés à parfaitement accepter la religion, au point de dire à chacun : si vous aimez rendre grâce à Dieu, faites-le comme vous l'entendez » a-t-il ajouté.

Lundi, les États-Unis ont retiré le Viêt Nam d'une liste de nations considérées comme violant gravement la liberté religieuse, citant des améliorations dans la

tolérance religieuse.

Les églises dirigées par l'état du Viêt Nam ont fait bon accueil au geste américain mais les critiques disent que le harcèlement des croyants dans les provinces demeure un problème.

La plupart des Vietnamiens sont bouddhistes mais beaucoup ne le disent pas officiellement. Les catholiques forment la deuxième plus grande communauté catholique en Asie.

Toutes les croyances sont sous la surveillance de l'état. Hà Nội indique qu'il protège les droits



George W. Bush à Hà Nội durant le sommet des pays de l'APEC

des citoyens « à croire ou ne pas croire ».

Mais le président déclara vendredi après son arrivée que la tolérance religieuse dans le pays à parti unique demeure un souci.

Bush a semblé choisir ses mots soigneusement dimanche, conscient de la susceptibilité du pouvoir vietnamien, qui s'est efforcé d'enjoliver l'image du pays pour le sommet de la Coopération Économique en Asie-Pacifique, les représentants de 21 pays réunis ce week-end.

Il a clairement affirmé qu'au

lieu de ruminer sur la guerre de Viêt Nam qui divisa l'Amérique voici une génération, il préfère regarder vers le futur.

Bush a commencé la journée en assistant à un office religieux avec son épouse, Laura, à l'église Cua Bac située dans un labyrinthe de ruelles et pleine à craquer avec 450 fidèles, catholiques et protestants réunis.

L'assemblée d'hommes aux chemises blanches impeccables et de femmes en tuniques traditionnelles de soie chanta des hymnes en vietnamien pendant que la cérémonie catholique et protestante était célébrée par l'Archevêque de Hà Nội, Mgr Ngo Quang Kiet.

À l'extérieur de l'église, Bush se mêla à la foule des fidèles, les uns lui serrant la main, les autres s'inclinant.

Dimanche, des disciples bouddhistes de Hoa Hao déclarèrent que leur manifestation prévue près du consulat des États-Unis à Sài Gòn avait été contrecarrée par la police. Un des dirigeants, qui est assigné à résidence dans la province méridionale d'An Giang, a indiqué par téléphone que la police avait arrêté plusieurs des organisateurs durant la nuit.

Truong Van Duc se déclara « très, très contrarié » par la décision des États-Unis d'enlever le Viêt Nam de la liste noire. « Nous savons qu'il y a des persécutions religieuses dans ce pays. »

Invité à commenter les propos de Bush à l'église de Hà Nội, Duc déclara, « Ses déclarations sont appréciables mais nous avons besoin d'action concrète contre le gouvernement du Viêt Nam. » ■



Le Viêt Nam retiré de la liste des pays ne respectant pas la liberté religieuse



KATE MONAGHAN - CNSNEWS
15 NOVEMBRE 2006

À la veille de la première visite du Président Bush au Viêt Nam, ce lundi, le Département d'État a retiré ce pays de la liste des pays ne respectant pas la liberté religieuse, mais les militants Vietnamiens ne sont pas satisfaits.

Le Département d'État a précisé que le Viêt Nam ne répond plus aux critères d'appartenance à la liste des « pays particulièrement préoccupants » (country of particular concern - CPC) pour le non respect de la liberté religieuse, une qualification en rapport avec la *Loi Internationale sur la Liberté Religieuse* de 1998.

Le gouvernement communiste de Hà Nội accueille cette semaine le sommet annuel de la Coopération Économique en Asie-Pacifique, et le Président Bush y sera.

« Cette année, le Viêt Nam ne sera pas qualifié à nouveau de pays préoccupant. » déclare au Service d'Informations Cybercast le porte-parole du Département d'État, Edgar Vasquez.

« La raison en est que le Viêt Nam a réalisé des progrès significatifs en matière de liberté religieuse et n'entre plus dans les stricts critères de la *Loi Internationale sur la Liberté Religieuse* ».

Vasquez ajoute que le Viêt Nam a libéré tous ses prisonniers religieux. Or l'emprisonnement de religieux avait constitué l'une des principales raisons pour lesquelles le Viêt Nam avait été classé parmi les CPC.

« Nous suivons les progrès. Par exemple, au cours des deux dernières années, le gouverne-

ment a libéré tous les prisonniers religieux. »

« *Je ne suis pas d'accord,* » déclare Diem Do, président de Viêt Tân, un parti pour la réforme et qui milite pour la démocratie et le développement économique du Viêt Nam.

« Je pense que la persécution religieuse continue au Viêt Nam, actuellement. » déclare-t-il au Service d'Informations Cybercast depuis la Californie. « Je ne pense pas que tous les prisonniers religieux aient été libérés. Même s'ils l'avaient été, cela ne concernerait qu'une poignée de personnes, qui d'ailleurs ne seraient pas véritablement libres. » En effet, Do précise que les anciens prisonniers sont souvent placés en assignation à résidence. « Dans 99% des cas, lorsque les gens sortent de prison, ils sont placés en assignation à résidence pour 2, 3 ou 4 ans. Qu'est ce que cela veut dire ? Cela veut dire qu'ils ont simplement changé de prison, pour une autre forme de détention. »

Do ne croit pas que le Viêt Nam soit retiré de la liste des CPC parce qu'il aurait réellement fourni des efforts pour améliorer la liberté religieuse.

C'est, poursuit-il, un « échange » pour que le Viêt Nam abolisse un décret permettant au gouvernement de mettre en détention administrative, jusqu'à deux ans, des personnes sans preuves.

Il croit également que le gouvernement américain cède à la pression des lobbys « pro commerciaux », une référence à ceux qui soutiennent la normalisation permanente des relations commerciales (PNTR) USA - Viêt Nam.

Un vote aux deux chambres du Congrès, cette semaine, doit trancher sur l'octroi éventuel au Viêt Nam du statut PNTR, auquel cas Bush pourrait entériner cette décision quand il sera à Hà Nội, lors du sommet de l'APEC.

« Dire qu'ils ont fait de grands procès est pour le moins optimiste si ce n'est naïf » déclare Do.

Il reste confiant sur le fait que la sortie du Viêt Nam de la liste noire sera temporaire.

« Si nous apportons assez de preuves [des violations], nous serons capables de convaincre le gouvernement américain que le Viêt Nam doit rester dans la liste CPC. »

La commission américaine sur la Liberté Religieuse dans le monde - comité ayant vocation à vérifier le respect de la *Loi Internationale sur la Liberté Religieuse* - avait demandé expressément à l'administration Bush, la semaine dernière, de ne pas sortir le Viêt Nam de la liste CPC.

« De sévères restrictions et des violations de la liberté religieuse continuent au Viêt Nam dans tous les aspects déjà cités par le Département d'État lorsque le Viêt Nam a été mis pour la première fois dans la liste CPC, en 2004 » disait la lettre de la commission adressée à la Secrétaire d'État Condoleezza Rice.

Alors que le Département d'État retirait le Viêt Nam de la liste, il y ajoutait ce lundi un nouveau pays, qualifié désormais de CPC : l'Uzbékistan.

Les autres pays figurant sur cette liste sont la Birmanie, la Chine, l'Érythrée, l'Iran, la Corée du Nord, l'Arabie Saoudite et le Soudan. ■



Les militants pour la démocratie au Viêt Nam entrevoient une ouverture



JOHN M. GLIONNA
LOS ANGELES TIMES—12.11.06

SÀI GÒN, VIÊT NAM - Tran Ngoc Ha est assis sur un petit tabouret en plastique bleu dans un bois à une quinzaine de kilomètres en dehors de la ville bruyante. Dans son combat pour amener le changement politique dans sa patrie communiste fermement contrôlée, il sait que c'est le seul endroit assez sûr pour parler librement.

« L'ouverture économique et commerciale doit aller de pair avec les droits de l'homme et la démocratie »

Tran Ngoc Ha
E-magazine Canh Tan

Pour semer les agents du gouvernement omniprésents, l'éditeur d'un journal clandestin avait insisté pour qu'un journaliste occidental voyage quatre heures sur un itinéraire détourné - commençant à 4 heures du matin, allant de taxi en moto, échangeant des paroles codées le long du chemin (« voulez-vous du café ? » « Non, je préférerais aller pêcher »).

Parlant doucement et gardant un oeil vigilant, il dit que les résistants clandestins voient finalement l'espoir parmi les ténèbres : Plusieurs partis politiques se sont récemment formés au Viêt Nam sans chercher l'approbation du gouvernement - un signe sûr, dit-il, que les communistes perdent lentement leur contrôle de fer sur la pensée et la culture vietnamiennes.

« C'est une percée » dit Ha, qui ne tient pas à être découvert par le gouvernement et insiste pour employer un pseudonyme. *« Une déclaration groupée a rassemblé 118 signatures de l'intérieur du Viet Nam, de braves personnes ont donné leurs noms et adresses. Jusqu'à l'année dernière, elles auraient été emprisonnées ou assassinées. »*

Pendant des années, Ha et d'autres agitateurs ont poussé pour faire respecter les droits de l'homme et pour l'instauration d'un système multipartiste dans l'un des derniers états communistes restants au monde. Travaillant au sein de petites cellules comme leurs ancêtres l'ont fait dans le passé pour vaincre Français et Américains, ils font la chronique des injustices du parti communiste - telle que la corruption, le détournement des fonds et les expropriations de terres - et recrutent de nouveaux membres.

Maintenant, les militants viet-

namiens pour la démocratie aperçoivent des opportunités sans précédents pour faire la lumière sur leur situation difficile - et pour porter leur combat clandestin dans les rues. Cette semaine, le Président Bush et d'autres chefs d'états se rendront au Viêt Nam pour participer au sommet annuel de la Coopération Économique en Asie-Pacifique (APEC), à Hà Nội. Ce rassemblement au sommet va avoir lieu pendant que le Congrès des États-Unis examinera la levée des restrictions commerciales contre l'ancien ennemi, dont certaines datent de la guerre du Viêt Nam, et alors que le pays vient d'intégrer l'Organisation Mondiale du Commerce.



Do Hoang Diem ,
Président du Viet Tan

« Durant ces 10 derniers mois seulement, la situation au Viêt Nam a changé plus que dans les dix dernières années » a déclaré Do Hoang Diem , le Président de Viet Tan - Parti Révolutionnaire pour la Réforme du Viêt Nam. *« Sortant de la clandestinité, de*



nouveaux groupes pro démocratiques sont nés pour défier le pouvoir monopolistique du gouvernement. »

Les dissidents savent que leur fenêtre d'éclaircie peut être courte. Inquiets de cette publicité négative, les agents du gouvernement ont levé le pied sur les harcèlements à l'encontre des militants. Et trois citoyens américains d'origine vietnamienne qui étaient accusés de comploter des actions violentes contre le gouvernement de Hà Nội ont été condamnés à des peines légères la semaine dernière et expulsés du pays. Mais tout le monde se demande à quelle vitesse la répression reviendra, disent les dissidents.

Tout en sirotant nerveusement un café dans un hall d'hôtel de la ville autrefois connue sous le nom de Sài Gòn, le dissident Do Nam Hai appelle la communauté internationale à agir.

« L'ouverture économique et commerciale doit aller de pair avec les droits de l'homme et la démocratie, » dit-il. *« Si le monde acceptait l'une sans demander les autres, ce serait une défaite douloureuse pour le peuple Vietnamien. »*

Les organisations de défense des droits de l'homme ont demandé aux États-Unis d'adopter une position plus ferme avec le Viêt Nam concernant son traitement des dissidents, et quelques membres du Congrès ont essayé de bloquer le commerce bilatéral. Ces organisations disent que des centaines de prisonniers politiques sont détenues au Viêt Nam, qui nie que des dissidents soient emprisonnés, prétendant que seuls ceux qui ont enfreint la loi seraient poursuivis.

Cédant à la pression internationale, le Viêt Nam a annoncé le mois dernier qu'il supprimait une loi vieille d'une décennie qui per-

« Au Viêt Nam aujourd'hui, il n'est pas permis de parler de choses aussi fondamentales que les droits de l'homme et la démocratie. Ce sont de tels mots qui ont envoyé des personnes en prison. »

Sara Colm, chercheur senior à l'organisation Human Rights Watch.

mettait au gouvernement de détenir des personnes pendant deux années sans procès, au nom de la protection de la sécurité nationale.

Beaucoup disent que ce n'est pas suffisant.

Le député démocrate de San José Zoe Lofgren a envoyé à une lettre à Bush le mois dernier lui demandant de promouvoir les efforts des militants des droits de l'homme à l'intérieur du Viêt Nam pendant son prochain voyage pour le sommet de l'APEC. Elle a insisté sur le fait qu'en dépit d'une pression toujours plus forte, Hà Nội « a obstinément refusé d'améliorer substantiellement la situation des droits de l'homme au Viêt Nam. »

En 2004, le Département d'État a pour la première fois classé le Viêt Nam parmi les « pays préoccupants, » sur la

base des violations des libertés religieuses et des droits de l'homme.

« Au Viêt Nam aujourd'hui, il n'est pas permis de parler de choses aussi fondamentales que les droits de l'homme et la démocratie, » dit Sara Colm, un chercheur senior à l'organisation Human Rights Watch. *« Ce sont de tels mots qui ont envoyé des personnes en prison. »*

La police a fait des descentes dans les cybercafés à partir desquels les opposants publiaient clandestinement des essais. En septembre, le gouvernement a libéré un dissident qui avait passé plus de quatre ans en prison. Son crime : avoir traduit des articles du site web du Département d'État pour un journal en ligne. Les articles s'intitulaient « *Qu'est-ce que la démocratie ?* »

Mais les dissidents réclament de nouvelles victoires dans leur bataille pour la démocratie.

Chaque jour, de plus en plus de Vietnamiens risquent une arrestation en fréquentant des cybercafés pour exprimer leurs idées, indique Ha durant notre entretien dans les bois. Les « *gens ne croient plus en la doctrine marxiste,* » ajoute-t-il. « *La mainmise du parti communiste décroît.* »



Réunion de quelques membres du Groupe 8406 à Sai Gon le 27 juillet 2006

Cependant, il sait que le mouvement pro-démocratique a encore beaucoup de chemin à parcourir. Le gouvernement contrôle 600 journaux et une centaine de radios et chaînes de télévision sur tout le territoire vietnamien. Les militants n'en possèdent que deux. Mais d'autres sont en cours de lancement. Et leurs collaborateurs tentent de s'unir afin d'empêcher que les fonctionnaires ne les harcellent.

« Il y a 3 millions d'utilisateurs d'Internet au Viêt Nam, » explique Ha. « Mais seulement 10% d'entre eux possèdent un ordinateur à la maison. Le gouvernement a déclaré la guerre aux cybercafés d'Internet, aussi nous devons continuer à travailler pour obtenir notre liberté de parole. »

La bataille est loin d'être gagnée.



Les dissidents Do Nam Hai, Hoang Minh Chinh et Nguyen Chinh Ket

En février, Hai et un autre dissident étaient dans un cybercafé à Hà Nội quand 10 agents ont fait irruption dans la boutique. Ils l'ont interrogé pendant cinq heures, l'accusant d'« avoir menacé la sécurité de l'état et d'avoir envoyé des documents portant atteinte à la République du Viêt Nam. »

Depuis, sa ligne téléphonique a été coupée trois fois et il a été amené au siège de la police un nombre incalculable de fois pour interrogatoire. A cause de la pression policière, il a été licencié en tant qu'ingénieur d'affaires

pour une banque. Après que la police eut découvert qu'il avait retrouvé du travail dans une compagnie d'assurance, il a perdu cette place également. « Quand je vais aux cybercafés, ils sont toujours là, » explique-t-il. « Ils se tiennent exactement derrière moi, regardant par-dessus mon épaule. »

La police a également fait pression sur ses parents, des membres âgés du parti communiste, leur disant que leur fils est un terroriste qui travaille pour faire chuter le gouvernement.

En octobre, après que Hai eut co-rédigé un manifeste pour davantage de démocratie au Viêt Nam, le harcèlement s'est accru, dit-il. Chaque jour durant des semaines, il a été obligé de se présenter au poste de police pour interrogatoire.

« C'était les mêmes questions, encore et encore, » déclare Hai. « Qui sont mes contacts ? Quels sont leurs noms ? Où peuvent-ils se trouver ? »

Récemment, Hai a fixé la limite : Un jour, il a refusé de se présenter. Depuis lors, il esquivait les agents : « Rien ne m'est encore arrivé. Mais je sais qu'ils sont là, dehors. »

Le dissident Nguyen Chinh Ket sait lui aussi qu'il est surveillé.

Ket respirait difficilement et il s'est dépêché d'entrer dans le hall de l'hôtel, avant de s'effondrer dans une chaise, essuyant son front et regardant rapidement derrière lui.

« Je sais qu'ils sont derrière moi, » dit-il. « Ils me suivent toujours. »

Après avoir signé une lettre ouverte annonçant la création d'une alliance des mouvements pro-démocratiques et des partis

« Je suis une personne très normale et j'ai peur de la police »

« ... leur persécution me pousse à continuer. Le but final de ce voyage est la liberté et la démocratie... »

Nguyen Chinh Ket
Dissident

politiques interdits, l'ancien professeur de sociologie et traducteur de livre a été récemment arrêté avec deux autres personnes dans un café. Il a dû supporter des séances quotidiennes d'interrogatoires.

La réponse du gouvernement à ses actions politiques lui avait déjà coûté son travail de professeur et traducteur. Maintenant les fonctionnaires ont assigné à domicile l'homme de 54 ans, confisquant ses deux ordinateurs et recopiant ses fichiers personnels. Depuis lors, ils l'accusent d'avoir des idées prétendument subversives, du matin au soir.

Ma vie privée est brisée, dit-il, il ne me reste plus que le combat politique.

« Je suis une personne très normale et j'ai peur de la police, » dit Ket. « Mais ce qu'elle ne sait pas, c'est que leur persécution me pousse à continuer. Le but final de ce voyage est la liberté et la démocratie, pas simplement pour moi mais pour 84 millions de personnes au Viêt Nam. Cette pensée me permet de rester serein. »

« Je suis disposé à sacrifier ma vie pour cette fin très belle. » ■

Sommet de l'APEC : témoignage sur la situation de la presse libre

A l'occasion du sommet de l'APEC qui se tient à Hanoi du 12 au 19 novembre 2006, Reporters sans frontières lance un appel aux autorités vietnamiennes pour qu'elles cessent de harceler la presse dissidente et permettent l'émergence de médias libres. L'organisation proteste contre les mesures prises par le gouvernement pour empêcher les reporters étrangers présents actuellement au Viêt-nam de rencontrer des dissidents. Enfin, l'organisation publie un témoignage du père Phan Van Loi, le premier à avoir lancé en avril dernier un journal sans licence.

"Il faut que les dirigeants présents au sommet de l'APEC, notamment le président George W. Bush, s'expriment clairement sur les manquements graves du Viêt-nam au respect de la liberté d'expression. Le développement économique du Viêt-nam ne peut faire oublier un bilan de la situation de la liberté de la presse encore précaire", a affirmé Reporters sans frontières.

Reporters sans frontières appelle la presse étrangère qui couvre le sommet de l'APEC à rendre compte de l'émergence d'une presse dissidente et à tenter d'interviewer les dissidents placés en quarantaine. L'organisation tient à disposition des journalistes les adresses de certains de ces dissidents.

La police a installé des postes de garde devant les domiciles de nombreux dissidents, dont certains journalistes de publications libres. **Hoang Tien, Pham Hong Son, Pham Que Duong ou Nguyen Van Dai** sont ainsi interdits de sortir de chez eux. Les étrangers sont avertis par un

écriteau accroché aux portes : "No foreigners". Ainsi, devant le domicile de Nguyen Thanh Giang, les autorités ont installé une pancarte en vietnamien "Zone de sécurité". Hoang Tien, l'un des animateurs du journal dissident *Tu Do Dan Chu* (Liberté et Démocratie) a vu s'installer devant son domicile des policiers pour l'empêcher d'établir tout contact avec des participants au sommet de l'APEC. Quant à Nguyen Van Dai, dix agents de police campent devant son domicile depuis le 14 novembre. Enfin, l'avocate et dissidente Bui Thi Kim Thanh a été internée de force dans un hôpital psychiatrique d'Ho Chi Minh-Ville.

Ces mesures semblent avoir été décidées le 19 octobre au ministère de la Sécurité publique à Hanoi. Il avait été demandé aux forces de l'ordre de garantir la sécurité pendant le sommet et d'isoler la dissidence.

Par ailleurs, quatre Américains d'origine vietnamienne et quatre Vietnamiens ont été condamnés, le 10 novembre, à quinze mois de prison pour "terrorisme". Liés à un groupe radical basé aux Etats-Unis, ils sont accusés d'avoir fait entrer illégalement du matériel de diffusion radiophonique dans le pays afin de diffuser des messages antigouvernementaux. L'un des condamnés a été expulsé vers les Etats-Unis quelques jours plus tard. Les deux autres Américains devraient quitter le pays prochainement.

En raison des pressions de la communauté internationale, le Viêt-nam a semblé récemment assouplir sa politique en matière d'Internet. Par exemple, plusieurs cyberdissidents, notamment Pham Hong Son, ont été libérés depuis 2005. Cette rela-



tive clémence a d'ailleurs redonné du souffle au mouvement démocratique, qui s'est admirablement saisi du Net pour s'organiser et faire passer dans le pays une information indépendante. Ainsi, le mouvement dissident "Bloc 8406" a lancé une pétition en ligne, signée sous leur vrai nom par des centaines d'internautes, demandant au gouvernement d'engager des réformes politiques. Mais l'utilisation du Réseau par ces démocrates fait peur aux autorités. Et ces dernières ont encore souvent recours à la force pour faire taire les cyberdissidents. Une dizaine de personnes ont été emprisonnées cette année pour des propos tenus sur Internet. Quatre d'entre elles sont encore derrière les barreaux : Truong Quoc Huy, Le Nguyen Sang ("Nguyen Hoang Long"), Huynh Nguyen Dao ("Huynh Viet Lang") et Nguyen Vu Binh. D'autre part, le Viêt-nam filtre toujours abusivement Internet et bloque notamment l'accès aux sites d'opposition tenus par les Vietnamiens de l'étranger.

Depuis le lancement, en avril, "Bloc 8406", de nombreuses initiatives démocratiques émergent dans tout le pays notamment à travers la création de médias indépendants. En octobre, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères a jugé que ce groupe était illégal et les services de sécurité n'ont cessé de harceler ses principaux animateurs.

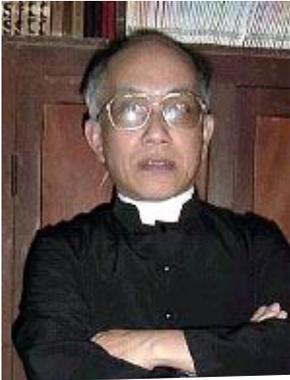
Enfin, Reporters sans frontières apporte son soutien aux ani-



mateurs des journaux sans licence apparus au cours des derniers mois au Viêt-nam. Voici notamment un témoignage du père Phan Van Loi, animateur du journal *Tu Do Ngon Luan*, recueilli par Reporters sans frontières. Installé à Hué (Centre), il parvient à échapper aux attaques

répétées contre la presse indépendante. Il diffuse une version imprimée du journal *Tu Do Ngon Luan* (Liberté et démocratie) qui continue à circuler sous le manteau depuis son lancement en avril dernier. En 1998, le père Phan Van Loi avait déjà tenté de publier clandestinement le *Tin*

Nha (Nouvelles de chez soi) à l'étranger, ce qui lui avait valu des sanctions de la police. Aujourd'hui, le dissident fait entendre sa voix et appelle les dirigeants du Viêt-nam à respecter la liberté de presse. ■



Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, adopté et ouvert à la signature, à la ratification et à l'adhésion par l'Assemblée générale le 6 décembre 1966, par le Viet Nam le 24-9-1982, dit à l'article 19 : "1. Nul ne peut être inquiété pour ses opinions. 2. Toute personne a droit à la liberté d'expression ; ce droit comprend la liberté de rechercher, de recevoir et de répandre des informations et des idées de toute espèce, sans considération de frontières, sous une forme orale, écrite, imprimée ou artistique, ou par tout autre moyen de son choix". La Constitution de la République Socialiste du Viet Nam (1992) dit aussi à l'article 69 : "Tout citoyen a droit à la liberté d'expression, la liberté de presse ; il a le droit d'information, le droit de réunion, le droit d'association, le droit de manifestation selon les prescriptions de la loi".

Tout ceci montre que, théoriquement et officiellement, l'État vietnamien reconnaît la liberté d'expression et la liberté de presse. Mais depuis 1989 (date de la Loi sur la presse, 28-12-1989), jusqu'à 2006 (date de l'Arrêté 56-CP sur la culture et l'information, 6-6-2006), l'État a publié 23 textes législatifs supprimant graduellement et totalement cette liberté. Pourquoi ?

Le régime politique au Viet Nam depuis 1954 jusqu'à maintenant est un régime communiste et totalitaire dans lequel l'Assemblée Nationale (pouvoir législatif), le Gouvernement (pouvoir exécutif), la Cour (pouvoir judiciaire), la presse (journaux, magazines, radio, télévision, Internet... le quatrième pouvoir), l'Armée, la Police (pouvoir des armes) sont aux mains du Parti Communiste qui les considère comme ses instruments à lui. Presque 600 journaux et magazines, une centaine de postes de radio et télévision, une centaine de pages web au Vietnam sont sous le contrôle du Parti (sans compter 3.000 murs de feu [firewalls] érigés par la police de l'Internet). Cette monopolisation renforce le pouvoir et, naturellement, augmente les biens du Parti Communiste (spécialement le Bureau politique) mais cause de grands dégâts et de grandes souffrances à la nation et au peuple.

Les dirigeants communistes deviennent actuellement des capitalistes rouges qui s'enrichissent non seulement par l'affaire ("économie du marché à orientation socialiste") mais aussi par la vente du pouvoir (autorisation, licence), par l'exploitation des gens du peuple (de connivence avec les chefs des compagnies étrangères), par l'exportation de main-d'oeuvre (une sorte de trafic humain), par la confiscation des terres des paysans, des citadins et des Églises (par le biais des planifications ou urbanisations qui ne sont presque pas affichées publiquement). La corruption parmi ces dirigeants est inimaginable et sans réticence ! La presse peut donner des informations sur ces faits mais ces informations sont strictement contrôlées et ne peuvent jamais toucher les dirigeants de haut rang. Les 150 commissaires centraux du Parti sont presque intouchables ! Conséquence : les gens du peuple et les communautés religieuses pourvues de quelques terres deviennent des victimes sans secours. Le gouvernement devient une sorte de mafia (mafia rouge). Récemment, même un magazine du ministère des Affaires étrangères a été fermé parce qu'il a publié des lettres de réclamation, et quelques hebdomadaires ont été menacés de fermeture après avoir publié des articles sur les fautes des papiers-monnaies en polymère.

Père Phan Van Loi



Les Vietnamiens d'Australie manifestent avant le sommet de l'APEC



Le lundi 6 novembre 2006, un millier de Vietnamiens venus de Sydney, Melbourne, Queensland, Adelaïde, Wollongon, etc. se sont réunis devant le parlement australien à Canberra. Les manifestants ont demandé à la délégation australienne, au premier ministre John Howard en tête, de ne pas oublier la question des droits de l'homme lorsqu'elle se rendra à Hà Nội pour le sommet de l'APEC, les 18 et 19 novembre prochains. Le 2 novembre déjà, le premier ministre australien avait reçu les représentants de la communauté vietnamienne d'Australie. John Howard avait promis de placer la question des droits de l'homme au cœur de ses échanges avec les autorités vietnamiennes.

Le premier ministre John Howard a reçu une délégation de la communauté vietnamienne d'Australie le 2 novembre 2006.

Les manifestants ont également demandé aux autorités vietnamiennes de mettre un terme aux violations des libertés individuelles, au harcèlement des Vietnamiens qui expriment leurs

opinions pacifiquement. Par cette manifestation, les Vietnamiens d'Australie entendaient montrer leur soutien aux militants pour la démocratie au Viêt Nam, et plus particulièrement au Groupe 8406.

Étaient présents lors de cette manifestation de nombreux représentants des associations vietnamiennes, des présidents des communautés, des journalistes. Contactés par téléphone, les militants pour la démocratie au Viêt



Le premier ministre John Howard a reçu une délégation de la communauté vietnamienne d'Australie le 2 novembre 2006

Nam ont pu s'exprimer durant la manifestation, comme le père Nguyen Minh Ly, MM. Le Quang Liem et Nguyen Khac Toan, recevant un tonnerre d'applaudissements.

Parmi les personnalités australiennes figuraient la sénatrice An-

nette Hurley du Parti Travailleuse, le sénateur Bob Brown du Parti Écologiste, le sénateur Gary Humphries du Parti de la Liberté à ACT, venus soutenir les revendications des manifestants. Annette Hurley a déclaré que le Viêt Nam ne peut se développer durablement sans démocratie et que son parti soutient le mouvement démocratique au Viêt Nam. Elle mobilisera ses confrères parlementaires pour déposer une résolution assurant la protection

des dissidents vietnamiens. Bob Brown a fait savoir qu'il avait demandé au premier ministre d'aborder sans crainte les questions démocratiques avec les autorités vietnamiennes. Gary Humphries a rappelé qu'il a toujours été un fervent défenseur du combat démocratique au Viêt Nam. À plusieurs reprises,

il a mobilisé le milieu politique ainsi que le gouvernement australien pour venir en aide à Do Nam Hai, Nguyen Chinh Ket, Nguyen Khac Toan et d'autres militants vietnamiens pour la démocratie. ■

Normalisation des relations commerciales et décret 31/CP

Ly Thai Hung

À moins d'un imprévu de dernière minute, le Viêt Nam deviendra le 150ème membre de l'Organisation Mondiale du Commerce, après 11 ans de procédures. Cette décision sera officialisée lors d'un sommet des membres de l'OMC le 8 novembre à Bruxelles. Le Viêt Nam espère aussi obtenir le statut de partenaire normal et permanent dans ses relations commerciales (PNTR en anglais) avec les États-Unis. Ces deux succès probables serviront beaucoup les intérêts des autorités vietnamiennes, à quelques jours du sommet de l'APEC qui se tiendra à Hà Nội les 17 et 18 novembre.



Selon certaines sources, à Washington, les États-Unis accorderont le statut PNTR à Hà Nội mais sous des conditions qui ne concernent pas l'économie. En effet, le point d'achoppement dans le dialogue américano-vietnamien concerne le décret 31/CP promulgué le 14 avril 1997. Ce décret est une invention de l'appareil répressif vietnamien qui permet à la Sûreté Publique d'arrêter et emprisonner toute personne jusqu'à deux ans sans jugement, pour motif de « protection de la sécurité nationale ». Dans les faits, les personnes tombées sous ce décret sont des dissidents religieux et politiques auxquels on colle l'étiquette d' «

espion » car ils ont échangé des emails avec des correspondants à l'étranger.

Depuis des années, grâce à la mobilisation d'organisations politiques vietnamiennes aux USA, Washington demande à Hà Nội d'abroger le décret 31/CP en échange de l'obtention du statut PNTR et du retrait du Viêt Nam de la liste des « pays préoccupants » (CPC). Le mois dernier, le Département d'État, par l'intermédiaire de son représentant spécial sur les questions des droits de l'homme, a de nouveau demandé au Viêt Nam de retirer ce décret avant la tenue du sommet de l'APEC. Mais il semblerait qu'à cause des dissensions internes au Parti Communiste Vietnamien (PCV), le décret n'ait toujours pas été officiellement abrogé.

La prudence de Hà Nội est compréhensible car le régime totalitaire répugne à abandonner un moyen de répression fort redoutable face au mouvement démocratique actuel. Ce mouvement prend toujours plus d'ampleur et gagne toujours plus d'adhésion, avec notamment la création récente d'une Alliance pour la Démocratie et les Droits de l'Homme, d'un syndicat indépendant, d'une association d'anciens prisonniers de conscience, etc. À défaut de pouvoir emprisonner les militants démocrates, les autorités recourent à de viles méthodes comme celle, toute récente, d'envoyer des policiers déguisés en voyous s'attaquer à Mlle Le Thi Cong Nhan et à Maître Nguyen Van Dai, après leur avoir refusé l'autorisation de sortie du territoire. Les autorités recourent aussi au harcèlement administratif, convoquant messieurs Do Nam Hai et Nguyen Chinh Ket

tous les jours au commissariat, pendant plusieurs jours d'affilée, pour les interroger sur l'Alliance pour la Démocratie et les Droits de l'Homme. Même procédé à l'encontre de M. Le Tri Tue, accusé d'avoir participé à la création du syndicat indépendant... Ces réactions somme toute assez molles montrent que les autorités usent davantage du harcèlement que de la répression à l'encontre des dissidents.

L'hésitation actuelle de Hà Nội est comparable à celle des autori-

*À défaut de pouvoir
emprisonner les militants
démocrates, les autorités
recourent à de viles
méthodes...*

tés communistes polonaises, tchèques et hongroises, voici 17 ans, lorsque celles-ci furent obligées de lever l'état d'urgence promulgué à l'époque pour arrêter et détenir sans jugement toute personne s'élevant contre le régime. Avant de se décider à lever l'état d'urgence, les pays communistes d'Europe de l'Est avaient temporisé afin de négocier avec l'Ouest des conditions commerciales privilégiées. Tactique vaine, car la pression populaire conduisit à l'effondrement de ces régimes.

Les autorités vietnamiennes se trouvent devant un choix difficile. Mais la difficulté est de leur fait car elles ont choisi d'aller à l'encontre des aspirations du peuple, de l'humanité. Tant que Hà Nội continuera dans la voie de la libé-



ralisation économique sans concessions politiques, la communauté internationale et les organisations militant pour la démocratie maintiendront leur pression. Le déphasage entre l'économie et le système politique s'aggrave car l'une se modernise en s'ouvrant au libéralisme tandis que l'autre réprime pour protéger le pouvoir en place. Le PCV a sous-estimé l'ampleur du mouvement démocratique depuis la création du Bloc 8406, en avril dernier. Ce

mouvement ne se limite plus à quelques dissidents célèbres. Il devient multiforme avec par exemple les grèves des ouvriers du textile, ou bien les manifestations des paysans expropriés. On retiendra plus particulièrement les révoltes populaires de milliers de paysans à Chi Thanh, Tuy Hoa, Phu Yen les 21 et 22 octobre derniers, coupant les voies de circulation sur 20 kilomètres. Les paysans protestaient contre la mort d'un des leurs dans un com-

missariat, sans doute torturé par la police.

En conclusion, l'évolution politique au Viêt Nam nous permet d'être optimiste. L'abrogation du décret 31/CP affaiblira encore plus le pouvoir totalitaire vietnamien, facilitant ainsi le développement du mouvement démocratique à l'intérieur du pays.

Ly Thai Hung
31 Octobre 2006

Des personnalités vietnamiennes honorées en Australie

COMMUNIQUÉ DE PRESSE
de la Fédération Universelle
pour la Paix

Des membres de la Communauté Vietnamienne ont été récemment honorés par l'attribution du « Prix Vivre pour les Autres » 2006, au Théâtre Parramatta Riverside.

Le "Prix Vivre pour les Autres" est un projet de la Fédération Universelle pour la Paix (FUP), un mouvement pacifique global qui cherche à travailler en coopération avec des individus et des groupes communautaires qui promeuvent et encouragent la paix dans le monde, les valeurs morales et de la famille.

Durant le gala, le Conseiller Le Lam, récemment élu maire d'Auburn, fut promu Ambassadeur pour la Paix alors que le Docteur Phong Nguyen reçut le « Prix Vivre pour les Autres » pour sa contribution à l'harmonie entre les ethnies et les races.

Rick McInerheney, président de la FUP d'Australie, dit que le Conseiller Le Lam était un réfugié



Dr Phong Nguyen est le représentant du Viêt Tân à Sydney, et madame Le Lam

venu du Viêt Nam qui avait travaillé dur pour être élu maire d'Auburn, une ville largement multiculturelle.

« La FUP envisage de travailler avec le maire, passionné par la création des programmes et projets qui établissent la confiance et l'harmonie entre les communautés ethniques. » déclara M. McInerheney.

Dr Nguyen, un cardiologue renommé, s'est surpassé pour défendre les droits de l'homme dans sa patrie, le Viêt Nam. Il est engagé également dans de nombreux programmes de santé où il donne son temps pour promouvoir la bonne santé dans la communauté.

Dr Nguyen est une "étoile" dans notre communauté – princi-

palement pour sa volonté de donner le meilleur de lui-même dans les groupes et communautés qu'il aide. Il est renommé pour son style dynamique et passionné, et c'est un « ambassadeur » très populaire de la communauté vietnamienne en Australie. » ajouta McInerheney.

Ceux qui souhaitent rejoindre la FUP pour promouvoir la paix et la famille peuvent contacter Rick McInerheney au 0425 373 631.

Photo : Dr Phong Nguyen et le Conseiller Le Lam à la cérémonie de remise des prix de la Fédération Universelle pour la Paix

23 Novembre 2006 – Rick McInerheney 0425 373 631

info@upf.org.au
www.upf.org.au



Une nuit de juin, une nuit sans lune...

DISCOURS DU DR NGUYÊN THI XUÂN-TRANG, MEMBRE DU COMITÉ SUISSE VIETNAM - COSUNAM LORS DE LA SOIRÉE « JOURNÉE DES LIBERTÉS » ORGANISÉE PAR LE PARTI RADICAL LE 7 OCTOBRE 2006 À GENÈVE / SUISSE.



Dr Nguyen Thi Xuan Trang

Une nuit de juin, une nuit sans lune... Je me réveille et découvre une petite lueur de lampe de poche qui se promène devant des visages inconnus. Assise à l'arrière du poids lourd de mon oncle, avec ma sœur on devait se rendre à Da-Lat pour les vacances d'été. Enfin c'est ce que ma mère m'avait dit...

Mais je n'ai plus le temps de penser à quoi que ce soit, car le camion s'est arrêté et tout le monde descend avec une telle vitesse ! Je me sens perdue... Subitement, d'une main, ma tante me tire avec elle et de l'autre, elle porte sa fille sur le flanc, on avait le même âge : 6 ans !

On court à travers un champ de roseaux en direction de la mer, puis tout s'arrête : on a perdu les responsables qui devaient nous mener jusqu'à la barque ! En colère, ma tante s'est mise à crier aux escrocs, persuadée que les responsables de la barque, qui ont déjà reçu l'or de chacun d'entre nous, tentent de nous voler en nous abandonnant sur la rive. Mais très vite quelqu'un revient, nous fait signe de ne pas faire de bruit, et nous guide jusqu'en bordure de mer.

Sans destination précise, le voyage en mer a duré 3 nuits, sur une petite barque de pêcheurs, avec 96 passagers à bord. Hommes, femmes et enfants de tout âge, tenaillés par la faim et la soif, mais plus aucune force pour avoir peur de quoi que ce soit. On croise plusieurs paquebots mais aucun ne vient à notre secours, pensant que ce sont des pirates de mer qui se déguisent en boat people pour les appâter. Ou refusant tout simplement de nous venir en aide pour d'autres raisons : peur de l'inconnu, peur de la maladie, ou encore peur de perdre du temps car ils sont en mer pour des raisons commerciales principalement...

Au quatrième jour, sur une barque qui partait en miettes tellement elle a subi la colère des vagues, alors que le moteur tombe en panne, on aperçoit un monstre pétrolier venir dans notre direction. Nous sommes sauvés !

A nouveau, tout se passe très vite : les enfants sont hissés à bord à l'aide de cordes qui s'enroulent autour du ventre, pendant que les adultes se disputent l'échelle de cordage pour quitter au plus vite la barque en train de couler. Puis le calme est revenu : le calme dans mon corps et dans ma tête d'enfant.

Le soir même je courais dans les couloirs du paquebot avec ma petite cousine et mes amis, les pieds nus chauffés par un sol en fer, et croisant des marins par-ci, par-là, souvent baraqués et impressionnants, mais au sourire si tendre... C'était un soir de juin, sans lune, en 1979.

Si à l'époque de l'après 1975, année de la fin de la guerre du Vietnam, l'oppression du communisme vietnamien envers son peuple est indiscutable : camp de rééducation pour d'anciens soldats, déplacement de familles par milliers en région « Kinh Tê' Moi », nouvelle zone économique, l'appropriation de terres par l'état, etc. on comprend alors la nécessité pour plus de 2 millions de Vietnamiens de quitter la terre qui les a vus naître, la terre de leurs ancêtres : c'est une question de survie.

Si au lendemain de la fin de la guerre, en 1975, l'oppression du gouvernement vietnamien est très claire, elle existe encore aujourd'hui mais sous une autre forme, si sournoise car tellement déguisée, que très peu de gens la voit.

En voici la preuve : si je vous dis Vietnam, là, maintenant, à quoi pensez-vous ? Quels sont les premiers mots qui vous viennent à l'esprit ?

« Asie, paradis touristique, paradis économique, etc. » Et cela ne vous concerne pas que vous. Même le Vietnamiens ancien boat people qui a réussi à reconstruire sa vie dans un pays d'accueil, le VN signifie aussi « paradis touristique, économique »... des vaches à lait prêtes au sacrifice d'un côté, et un gouffre à dollars prêt à toutes les engouffrer de l'autre côté : on estime la somme d'argent « contribué » par la diaspora vietnamienne à plus de 3 milliards de dollars par an au Vietnam!

Je remercie la Suisse et son peuple de m'avoir accueillie, d'avoir chaleureusement ouvert ses bras il y a 30 ans à cette petite fille de 7 ans que j'étais, trimbalant dans tous les sens sur une embarcation de fortune. Si à l'époque de mes 7 ans, je ne comprenais pas pourquoi j'ai dû fuir mon pays, aujourd'hui je ne comprends que mieux les raisons qui ont poussé plus de 2 millions de vietnamiens vers la mer.

Je remercie également le Parti Radical de me donner l'occasion de pouvoir m'exprimer devant vous ce soir dans le cadre de la Journée des Libertés commémorant les 160 ans d'existence de ce parti, dont le père fondateur est James Fazy.

En effet, l'histoire du Parti Radical nous apprend que la liberté ne se donne pas mais elle se mérite. Oui, elle se mérite car ce parti a su persévérer dans ses convictions, dans ses manifestations, dans ses luttes à travers les âges. Et parfois au prix des vies humaines.

Si je suis ici ce soir à vos côtés, c'est parce qu'un soir en juin 1979, mes pa-



rents ont choisi pour moi la promesse de liberté, avec une vie meilleure loin des oppressions communistes vietnamiennes.

Parce que pendant 3 nuits, des hommes et des femmes se sont relayés pour faire qu'en sorte la petite barque de pêche, emmenant 96 personnes en son bord vers l'inconnu, ne puisse pas craquer alors qu'eux-mêmes n'avaient plus aucune force, mais toujours avec l'espoir de liberté à l'horizon.

Parce qu'un jour en juin 1979, un matelot de couleur, simple employé d'un paquebot pétrolier a forcé son capitaine de nous sauver mes compagnons boat people et moi des tempêtes déchaînées de la Mer de Chine, sous peine de le dénoncer à la commission des Droits de l'Homme. Et on peut imaginer facilement que cet homme risquait le licenciement suite à son acte, mais ô combien libre dans sa tête et au plus profond de sa conscience.

Mesdames, messieurs,

Plus que quiconque, moi, vietnamienne, boat people, venant d'un pays où la dictature règne encore et toujours d'une main ferme, je suis pleinement consciente de la valeur du mot Liberté.

Et aujourd'hui, au Vietnam, pour ne parler que du pays mes origines, cette liberté continue d'être baillonnée.

Aucune opinion autre que celle du seul et unique parti dirigeant n'est tolérée. Prêtres, pasteurs, bonzes, écrivains, jeunes, passez votre chemin. Le parti a raison et il ne se trompe jamais. Et cela depuis que trop longtemps.

Mais aujourd'hui, dans ce pays au pouvoir dictatorial, des voix se lèvent et revendiquent le simple droit d'exister

« Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité » (article 1 de la Convention des Droits de l'homme)

Je cite en exemple quelques personnalités représentatives: le vénérable Thich Quang Dô, lauréat du prix des Droits de l'Homme de la Fondation Rafter/Norvège le mois passé ; le Père Nguyễn Van Ly emprisonné puis mis

sous surveillance pour avoir crié: « Liberté de religion ou mourir », le Pasteur Nguyễn Hồng Quang, plusieurs fois emprisonné et tabassé à coup de poing...

Mais la liberté d'expression, elle, est éternelle.

Face aux revendications de ces démocrates, le gouvernement a choisi la solution ferme: emprisonnement, résidence surveillée, disparition soudaine, pression psychologique appelée là-bas terrorisme psychologique où l'on vous harcèle nuit et jour, menace les membres de votre famille, de vos proches, vous interdit de travail, vous traite de tous les mots et accusations possibles et imaginables: espions, coup d'état, détenteurs de documents secrets de la défense, et tout cela par le biais de la presse et les média d'état.

L'oppression est l'arme du plus fort et où le pouvoir est au bout du fusil.

Mais la liberté d'expression, elle, est éternelle.

Ainsi, un groupe de dissidents courageux s'affiche au grand jour et propose le « Manifeste de 2006 Pour La Liberté et La Démocratie au Vietnam ». Aussitôt il suscite non seulement l'engagement politique de milliers de Vietnamiens qui l'approuvent, mais il obtient également un soutien international.

Par ailleurs, un parti politique à part entière se dévoile après plus de 15 ans d'activités dans l'ombre, c'est le Parti Việt Tân, Parti pour la Réforme du Vietnam. Un de ces représentants, que certains d'entre nous ont eu déjà l'occasion de côtoyer, est parmi nous ce soir. Il m'a beaucoup aidé dans la recherche des documentations pour cette présentation, merci à toi, Bao d'avoir répondu à mon invitation.

Mesdames, messieurs,

En ce début du 21ème siècle,

Pouvons-nous encore légitimer la répression pour soi-disant préserver la stabilité politique ?

La liberté d'opinion n'est-elle pas un

droit universel ?

Le Vietnam et les vietnamiens le méritent-ils aussi ou reste-t-il un cas d'exception?

La lutte "pacifique" est-elle toujours une valeur à encourager et à soutenir?

Tant qu'il n'y a pas de liberté, il n'y aura pas de stabilité politique ni économique. Mais le gouvernement vietnamien continue par tous les moyens à faire croire le contraire à l'opinion internationale : en effet, dans un mois, le Vietnam recevra le Forum de l'APEC, Coopération Economique Asie-Pacifique, où il tentera de séduire à nouveau des partenaires et investisseurs, malgré des centaines de projets échoués car trop de flou juridique et trop de corruption.

De ce fait, les militants vietnamiens pour la démocratie insistent sur le lien étroit entre développement économique, bonne gouvernance et droits de l'homme, et appellent les dirigeants mondiaux à exprimer cette même idée au cours du Forum de l'APEC.

Ces dissidents mêmes qui risquent leur vie et celle de leurs proches car ils ont décidé de proclamer de vive voix leur droit d'exister, il faut à tout prix les soutenir et les protéger contre l'oppression permanente qui les menace chaque jour. Le COSUNAM a proposé une pétition pour préserver ces nouvelles voix vietnamiennes, les précurseurs de la démocratie, de la liberté et du droit à la vie au Vietnam, une pétition contre l'oppression du gouvernement vietnamien communiste.

Je remercie encore une fois le Parti Radical de me donner l'occasion de pouvoir m'exprimer devant vous ce soir dans le cadre de la Fête des Libertés, et je remercie également la Suisse et son peuple, si imprégné des notions humanitaires et respect des droits humains grâce à qui je suis avec vous ce soir pour ce témoignage, et grâce à qui je continue mon combat pour que le pays de mes ancêtres, le Vietnam, connaisse bientôt la Démocratie et la Liberté en ses terres.

Merci infiniment de votre attention.

Nguyen Thi Xuan Trang
Comité Suisse-Vietnam
www.cosunam.ch



La question des droits de l'homme dans les relations Euro-vietnamiennes

Cindy Cao

À l'agenda politique des rencontres officielles entre les gouvernements européens et vietnamiens, l'accent est mis sur les intérêts communs des deux parties qui sont, essentiellement, d'ordre économique et de sécurité. La question des droits de l'homme reste une question sensible. D'une part, elle pourrait nuire aux autorités du Vietnam qui cherchent à maintenir leur pouvoir. D'autre part, les dirigeants européens se refusent à froisser leurs homologues vietnamiens en vue de maintenir les échanges économiques et commerciaux. Les groupes de pression et les activistes individuels, tant externes qu'internes, continuent à appeler les gouvernements pour pousser le Vietnam vers une transition démocratique.

Alors qu'au Ministère des Affaires Étrangères du Vietnam, on assure que les droits de l'homme sont respectés, de nombreuses ONG, telles que La Fédération Internationale des ligues des Droits de l'Homme ou Reporters Sans Frontières affirment que la situation ne s'améliore pas. Des informations qui sont confirmées par la presse internationale ainsi que par les rapporteurs spéciaux de l'ONU. Le gouvernement du Vietnam continue à réprimer les droits fondamentaux de ses citoyens.

Doit-on y voir un échec pour la diplomatie des droits de l'homme ? Comme l'affirme Shawn W. Crispin, responsable du Sud-Est asiatique pour Asia Times, "l'histoire de l'Asie a été marquée par des mouvements aspirant à la démocratie qui se sont élevés pour être rapidement écrasés par des régimes autoritaires, pendant que l'Occident regardait en silence." D'après le spécialiste, "il y a des signes qui montrent que le Vietnam approche son moment de vérité démocratique. Malheureusement, beaucoup de gouvernements occidentaux voient le Vietnam avec une certaine culpabilité historique. Ils semblent peu disposés à critiquer le Parti Communiste pendant qu'il est en train d'implanter un système de marché."

D'un point de vue historique, les pays occidentaux, depuis la

fin de la guerre froide, ont encouragé le Vietnam à adopter un système économique de marché libre ainsi qu'un modèle politique libéral et démocratique. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et surtout depuis l'adoption de la Déclaration Universelle en 1948, les droits de l'homme ont pris de plus en plus d'ampleur dans les affaires étrangères des états occidentaux. La dimension des droits civils et politiques s'est donc progressivement intégrée dans la politique extérieure de l'Union. En effet, le respect des droits de l'homme et le progrès démocratique sont aujourd'hui,

La dimension des droits civils et politiques s'est donc progressivement intégrée dans la politique extérieure de l'Union...

en théorie, les conditions de l'aide au développement. L'Union Européenne soutient financièrement la lente implantation d'un régime démocratique dans les pays tels que le Vietnam et elle pourrait, toujours en théorie, adopter des mesures plus sévères en cas de violations graves de ces droits telles que, par exemple, un gel des relations contractuelles.

LES DROITS DE L'HOMME DANS



LE DIALOGUE EURO-ASIATIQUE

Comment expliquer une telle stagnation de la situation des droits de l'homme au Vietnam ? Depuis la normalisation de leurs relations après la fin de la guerre froide, les dirigeants vietnamiens et européens se rencontrent officiellement lors de sommets inter-régionaux. Parmi ceux-ci, on retient les sommets réguliers entre les gouvernements de l'ASEAN et ceux de l'UE. De plus, les Asia-Europe Meetings (ASEM) ont été lancés dans les années 1990.

Lors de ces rencontres officielles, le gouvernement du Vietnam assure que les droits de l'homme sont pleinement exercés tandis que l'Union Européenne continue à demander d'établir un système pluraliste effectif. Toutefois, l'observateur politique pour l'Institut Européen des Études Asiatiques, George Wiessela, affirme que la question des droits de l'homme reste à l'écart des forums euro-asiatiques, dominés en particulier par les questions commerciales et de sécurité. Pourquoi une ques-



tion éthique aussi cruciale que celle des droits de l'homme ne constitue-t-elle pas la priorité nu-

Les deux parties partagent des intérêts communs mais se heurtent également à des intérêts divergents.

méro un des dirigeants européens et asiatiques ? Pour répondre à cette question, il faut comprendre les intérêts stratégiques du Vietnam et ceux de l'Union Européenne. Les deux parties partagent des intérêts communs mais se heurtent également à des intérêts divergents.

Le premier intérêt commun est d'ordre géopolitique. Considérons le monde comme étant multipolaire, avec trois pôles de pouvoir, incluant les États-Unis, l'Europe et l'Asie. Dans ce triangle, les Américains entretiennent une relation solide avec les Européens au sein des rencontres du G7 ou de l'OTAN. Ils s'assurent également une bonne position avec les pays asiatiques qu'ils rencontrent régulièrement lors des sommets APEC. Pour combler le côté du triangle manquant, les sommets ASEM ont été lancés en vue de promouvoir les objectifs communs à l'Europe et à l'Asie, notamment la dilution de l'hégémonie américaine. De nombreux chercheurs politiques, tant européens qu'asiatiques, affirment qu'il est impératif d'encourager ces relations en vue de contrebalancer le pouvoir américain dans ce modèle triangulaire.

Le deuxième intérêt commun à l'Union Européenne et au Vietnam est d'ordre économique. Tous deux ont intérêt à développer leurs relations commerciales, toujours en vue de contrebalancer le pouvoir économique des États-Unis. La stabilité politique et la croissance économique du Vietnam est à préserver tant

pour le gouvernement du Vietnam que pour servir les intérêts de l'Union. En effet, l'Union Européenne cherche à maintenir son rôle de leader dans l'économie mondiale et à renforcer sa présence en Asie pour en tirer les bénéfices de la croissance économique. Du côté du Vietnam, la priorité est donnée au développement économique, à l'industrialisation et à la modernisation. Il a, avant tout, besoin d'attirer les capitaux étrangers. De fait, les échanges commerciaux ont quadruplé depuis la réforme du Doi Moi. Comme l'a affirmé José Manuel Barroso, Président de la Commission, l'Union prévoit de poursuivre ses relations économiques avec le Vietnam dans les prochaines années. De son côté, l'État du Vietnam a officiellement exprimé sa volonté de poursuivre les échanges avec les centres de pouvoir industrialisés, tels que l'Union Européenne.

Malgré cette convergence d'intérêts géopolitique et économique, le Vietnam et l'Union ont également différentes motivations à renforcer leurs relations. Le Vietnam a commencé à suivre un raisonnement essentiellement économique, ce qui était en accord avec le discours européen de l'époque. Néanmoins, l'Union Européenne a tenté d'engager un dialogue politique relatif aux valeurs telles que celles défendues par les droits de l'homme. Malgré ces tentatives, les pays asiatiques ont montré leur volonté de se focaliser sur les questions commerciales et ont, au départ, totalement rejeté tout dialogue concernant les droits de l'homme. C'est donc une question majeure, celle de la dignité humaine, qui fait l'objet de divisions entre l'Union Européenne et les pays d'Asie.

Toutefois, la vision des gouvernements asiatiques au sujet des droits de l'homme a été mise au défi par les rédacteurs de La Charte Asiatique des Droits de l'Homme – la charte du peuple publiée en 1998 à Kwangju en

Corée du Sud. L'objectif premier de cette charte est de faire entendre la voix des peuples asiatiques. Elle va à l'encontre de la Déclaration de Bangkok ratifiée en 1993, notamment, par la République Socialiste du Vietnam, qui présentait une vision alternative des droits de l'homme.



Professeur Yash Ghai, co-rédacteur de la Charte Asiatique des Droits de l'Homme

HYPOCRISIE POLITIQUE

Une analyse des politiques étrangères, européenne et vietnamienne, révèle un manque d'intérêt, des deux côtés, pour la démocratisation du Vietnam. Du côté de l'Union Européenne, la promotion des droits de l'homme constitue, en surface, l'un des objectifs essentiels de sa politique étrangère. Toutefois, le Professeur Yash Ghai, co-rédacteur de la Charte Asiatique des Droits de l'Homme explique que l'Union Européenne pousse le Vietnam vers une transition démocratique pour assurer la défense de ses propres intérêts. Il ne voit pas cette politique étrangère comme un processus de démocratisation mais plutôt comme un processus de "marketisation." Le premier intérêt de l'Union Européenne est de maintenir la stabilité politique du pays – plutôt que de pousser vers une transition démocratique – en vue de mener à bien les échanges économiques et commerciaux. Cet intérêt entre donc en conflit avec le troisième objectif européen qui est "le développement économique des états les plus pauvres, la transition démocratique et la défense des droits de l'homme." Sous ces beaux discours, les dirigeants politiques



européens nous lanceraient-ils de la poudre aux yeux ? Une observation rapprochée des comptes-rendus des sommets ASEAN-EU et ASEM révèle que les questions morales sont mises à l'écart par les deux parties.

Avertissements, envoi de représentants européens, communication avec le gouvernement vietnamien... S'il faut considérer les mesures en faveur du respect des droits de l'homme entreprises par l'Union Européenne, elle n'a jamais engagé de sanctions lourdes à l'encontre du Vietnam. On peut donc qualifier les initiatives européennes de "faibles" et "légères" si l'on considère la situation immobile dans les hauts-Plateaux du Centre. La violente répression de minorités ethniques dans cette région du Vietnam depuis 2001 constitue une atteinte aux droits de l'homme et au droit d'expression. Vu l'importance des enjeux économiques, les chefs d'état européens ne pourraient pas froiser leurs homologues asiatiques au risque de nuire à leurs propres intérêts.

Du côté du Vietnam, en ter-

La République Socialiste du Vietnam est donc en totale contradiction avec le Pacte international des droits civils et politiques et le Pacte des droits économiques et sociaux, qu'elle a ratifiés en 1982.

mes stratégiques, l'intérêt premier du PCV est de préserver son pouvoir et son contrôle sur toutes les institutions politiques, économiques et culturelles du pays. Un autre intérêt de taille est d'enrichir le pays et d'attirer les investissements étrangers, un intérêt en ligne avec l'intérêt européen en Asie. Il est vital également de maintenir de bonnes relations avec le reste du monde. Suite aux bouleversements de l'ordre mondial résultant de la fin de la guerre froide, le gouvernement s'est vu obligé de s'ouvrir sur le reste du monde. Le temps de l'idéologie marxiste-léniniste est révolu dans ce pays, du moins en pratique, et le modèle du libre marché est progressivement adopté. Malgré ce développement économique, la situation ne s'améliore pas en termes politiques. Les principales structures du Parti ont été peu modifiées depuis leur fondation suite à la prise du pouvoir par le Parti Communiste en 1975. Le Vietnam reste, jusqu'à aujourd'hui, un État à parti unique. De timides avancées en matière de droits de l'homme ont accompagné les réformes économiques du Doi Moi en 1986 mais force est de constater, à l'heure actuelle, que le Vietnam enregistre toujours de nombreuses violations de ces droits. Les autorités du Vietnam ont, en effet, progressivement adopté des mesures législatives qui réduisent graduellement la liberté politique et la liberté d'expression. La République Socialiste du Vietnam est donc en totale contradiction avec le Pacte international des droits civils et politiques et le Pacte des droits économiques et sociaux, qu'elle a ratifiés en 1982.

...l'Union Européenne reste un allié puissant des défenseurs des droits de l'homme au Vietnam.

Si la connivence tacite entre les leaders européens et vietnamiens est à mettre en question, on ne peut négliger le fait que l'Union Européenne reste un allié puissant des défenseurs des droits de l'homme au Vietnam. L'Union Européenne n'a pas changé sa vision de l'universalité de ces droits, mais elle a certainement délaissé cet enjeu en vue de protéger prioritairement ses propres intérêts. S'il faut reconnaître les efforts européens et le progrès de la diplomatie des droits de l'homme, il faut également continuer à demander l'exercice d'une pression plus forte et plus efficace. Sur cette question, les centres de recherche, la presse internationale, les ONG de défense des droits de l'homme, les associations vietnamiennes et les activistes individuels – tant internes qu'externes – ont un rôle important à jouer : informer les gouvernements occidentaux et continuer à faire pression pour faire respecter les droits de l'homme au Vietnam. Dans le contexte actuel de la mondialisation, ces acteurs diffusent à travers le monde les opinions des opposants au régime de Hanoi. Pour un Vietnam moderne, libre et démocratique. ■

**Londres, novembre 2006.
Cindy Cao.
Journaliste freelance.**

contact@viettan.org – www.viettan.org

BUREAU PRINCIPAL

2530 BERRYESSA RD. #234
San Jose, CA 95132 – USA
Tél. : (1) 408-347-8830

Fax : (1) 408-347-8730

ASIE

P.O. Box 223
Shiba, Tokyo 105-91 – JAPAN
Tél. / fax : (81) 3.3765.5317

EUROPE

BP130
92185 Antony Cedex- FRANCE
Tél. / fax : (33) 1.46.86.85.22

AUSTRALIE

P.O. Box 791
Bankstown, NSW 2200
Tél. / fax : (61) 2-9757-3072

